



MARCHÉ PUBLIC TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Hébergement et administration des serveurs dédiés aux sites de
« cnil.fr » et prestations associées**

Consultation n°25_CNIL_01

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1– DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2. DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.3. PROCEDURE DE PASSATION.....	4
1.4. FORME DU MARCHÉ – TECHNIQUES D’ACHAT.....	4
1.5 RECOURS AU MARCHÉ POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.6. LIEU(X) D’EXECUTION.....	5
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – DÉLAIS D’EXÉCUTION	5
4.1. DELAI(S) D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
4.2. PROLONGATION DES DELAIS	5
ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 6 – PRIX ET CONDITIONS ÉCONOMIQUES DU MARCHÉ.....	7
6.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ	7
6.2. MOIS D’ETABLISSEMENT DES PRIX.....	7
6.3. CONTENU DES PRIX.....	7
6.4. REPARTITION DU MONTANT DU MARCHÉ EN CAS DE GROUPEMENT D’OPERATEURS ECONOMIQUES	7
6.5. VARIATION DES PRIX	7
6.6. RECOURS AU CATALOGUE.....	7
6.7. T.V.A.....	7
ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES PRESTATIONS.....	8
7.1. MODALITES DE REGLEMENT.....	8
7.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
7.2.1. <i>Contenu des demandes de paiement</i>	9
7.2.2. <i>Adresse de facturation</i>	9
7.3. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	10
VERIFICATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
7.4. MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE COTRAITANCE.....	11
7.5. COORDONNEES BANCAIRES DU TITULAIRE.....	11
Modification des coordonnées bancaires	11
ARTICLE 8 – AVANCES ET ACOMPTES APPLICABLES	11
8.1. CONDITIONS DE VERSEMENT DE L’AVANCE	11
8.2. REMBOURSEMENT DE L’AVANCE.....	12
8.3. VERSEMENT DE L’AVANCE AU SOUS-TRAITANT	12
8.4. ACOMPTE	12
ARTICLE 9 – VÉRIFICATIONS ET GARANTIE DES PRESTATIONS.....	12
9.1. VERIFICATIONS ET DECISIONS.....	12
9.1.1. <i>Opérations de vérification</i>	12
9.1.2. <i>Décision</i>	13
9.2.1. <i>Délai de garantie</i>	14
9.2.2. <i>Retenue de garantie</i>	14
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS ET SANCTIONS POUR DÉFAUT D’EXÉCUTION.....	14
10.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS	14
10.2. PENALITES POUR INDISPONIBILITE.....	14
10.3. PENALITES POUR DEFAUT D’EXECUTION	15
10.4. PENALITES POUR NON-RESPECT DU CODE DU TRAVAIL	15

10.5. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS	15
11.1. REGLES DE SOUS-TRAITANCE.....	15
11.2. PRESENTATION D'UN SOUS-TRAITANT EN COURS D'EXECUTION.....	16
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS DU CONTRAT	17
12.1. CLAUSES DE REEXAMEN DU MARCHÉ	17
12.1.2. <i>Révision des prix</i>	17
12.1.2. <i>Clause de réexamen dite « de rendez-vous »</i>	18
12.2. SUBSTITUTION D'UN NOUVEAU TITULAIRE.....	18
ARTICLE 13 – CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	19
13.1. ETABLISSEMENT DES DEVIS PREALABLES A L'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	19
13.2. TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE	20
13.3. DELAI D'OBSERVATION SUR LES BONS DE COMMANDE	20
13.4. ANNULATION D'UNE COMMANDE	20
13.5. CONSIDERATIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT.....	21
13.6. LOCALISATION DU CENTRE DE DONNEES (DATA CENTER) ET DES SERVEURS PHYSIQUES.....	21
13.7. CONDITIONS D'EXECUTION RELATIVE A LA COMMUNICATION DU BEGES	21
13.8. CLAUSE SOCIALE-ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE D'ELEVES A BESOINS SPECIFIQUES	22
ARTICLE 14 – UTILISATION DES RÉSULTATS - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	24
-ARTICLE 15 – DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	24
ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DIVERSES	25
16.1. INTERLOCUTEUR DEDIE.....	25
16.2. OBLIGATIONS D'INFORMATIONS : MODIFICATIONS DANS LA STRUCTURE DU TITULAIRE	25
16.3. OBLIGATIONS D'INFORMATIONS : REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	25
16.4. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE.....	25
16.5. CONFIDENTIALITE.....	26
16.5.1. <i>Confidentialité des échanges durant l'exécution du marché</i>	26
16.5.2. <i>Confidentialité des données</i>	26
16.6. ASSURANCE	27
16.7. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	27
16.8. SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	27
ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MARQUE	28
ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE.....	28
ARTICLE 19 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	29
19.1. CAS DE RESILIATION DEFINIS PAR LE CCAG TIC	29
19.2. RESILIATION EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	29
ARTICLE 20 – DIFFÉRENDS ET LITIGES DURANT L'EXÉCUTION	29
20.1. REGLEMENT DES LITIGES.....	29
ARTICLE 21 – DROIT ET LANGUE DU MARCHÉ	30
ARTICLE 22 – DÉROGATIONS AU CCAG TIC	30

ARTICLE 1– DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est conclu en référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'informations et de la communication (TIC), (ci-après le « CCAG TIC »).

Au sens du présent document :

- « l'acheteur » désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, soit la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés désignée ci-après « CNIL » ;
- « le titulaire » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'Acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté le cas échéant, par son mandataire ;
- Le « CCP » désigne le Code de la Commande Publique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.2.2, le délai fixé en jours dans le présent s'entend en jours ouvrés et expire à minuit le dernier jour dudit délai.

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de prestations d'hébergement et d'administration des serveurs dédiés aux sites de "cnil.fr " et de prestations associées.

Les prestations attendues sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il s'agit d'un marché de techniques de l'information et de la communication. Le marché comporte une obligation de résultat.

1.2. Décomposition du marché

Les prestations du marché sont dévolues sous la forme d'un lot unique.

1.3. Procédure de passation

La présente consultation est une **procédure adaptée** en application des articles R.2123-1 1° du Code de la commande publique (CCP).

1.4. Forme du marché – Techniques d'achat

En application de l'article R.2162-2 du CCP, le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles, dont les prestations sont réglées sur la base des prix indiqués au bordereau des prix des unités d'œuvre (BP-UO), et exécutées par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

L'accord-cadre est **mono-attributaire**. Il s'exécute dans les limites ci-dessous :

- montant minimum sur la durée totale : sans montant minimum;
- montant maximum sur la durée totale reconductions comprises : 142 990 € HT.

Le montant maximum indiqué ci-dessus constitue la limite supérieure des obligations susceptibles d'être mises à la charge du titulaire par le biais des bons de commande. Il ne constitue aucunement un engagement contractuel de commandes des prestations.

1.5 Recours au marché pour la réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.6. Lieu(x) d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les spécifications des prestations attendues au titre du marché sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Il est reconductible, de manière tacite, 3 fois par périodes successives de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Conformément à l'article R.2112-4 du CCP, le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas où la CNIL décide ne pas reconduire le marché, elle adresse, par lettre recommandée avec accusé de réception, une décision expresse de non reconduction au titulaire en respectant un préavis de deux (2) mois avant la date d'échéance du marché.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 4 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1. Délai(s) d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent conformément aux délais d'exécution mentionnés au CCTP.

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP seront appliquées.

4.2. Prolongation des délais

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par la CNIL dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG TIC.

ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre ci-après en cas de contradiction entre leurs stipulations :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - n° 1 « Bordereau des Prix des unités d'œuvres » (BP-UO) après négociation le cas échéant ;
 - n°2 « Fiche entreprise » relative à la clause sociale de formation sous statut scolaire.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - n°1 - « RGPD », Cette annexe relative à la protection des données sera contractualisée entre les parties après notification du marché et avant mise en place des prestations conformément à l'article 15 du présent.
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 « Liste des noms de domaines ».
 - Annexe 2- Politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat (PSSIE) ».
 - Annexe 3 – Référentiel général de sécurité (RGS) ».
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non joint et réputé connu par le titulaire ;
- L'offre technique du titulaire après négociation le cas échéant ;
- Le plan d'assurance sécurité « PAS- version finale » signé par les deux parties dans les 20 jours ouvrés après la notification du marché ;
- Le plan d'assurance qualité « PAQ – version finale » signé par les deux parties dans les 20 jours ouvrés après la notification du marché
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

IMPORTANT : toutes informations contraires aux pièces susvisées qui seraient contenues dans d'éventuelles clauses générales de vente, de service ou équivalentes présentées dans l'offre, sont réputées nulles et non avenues.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG TIC, seules les pièces ci-dessous sont notifiées au titulaire :

- La copie de l'acte d'engagement et de son annexe 1 Bordereau des prix des unités d'œuvre (BP-UO).

Sur demande écrite du titulaire, la CNIL délivrera ultérieurement l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance du marché.

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, le titulaire est informé que la délivrance d'un exemplaire unique n'est possible que pour le(s) bon(s) de commande.

ARTICLE 6 – PRIX ET CONDITIONS ÉCONOMIQUES DU MARCHÉ

6.1. Caractéristiques des prix du marché

Les prestations objet du marché sont décomposées en unités d'œuvre faisant l'objet d'un prix forfaitaire et soumis à une obligation de résultat.

Les prix sont exprimés en **EURO** hors taxe et établis au titre de la durée initiale du marché telle que prévue dans le présent CCAP. En cas de reconduction, ces prix sont maintenus sous réserve d'éventuelles clauses de modification du marché. Ces prix tiennent compte pour chaque unité d'œuvre de toutes les prestations décrites au CCTP.

Chaque unité d'œuvre pourra être commandée autant de fois que nécessaire.

6.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (Mo), ou la date de remise des offres après négociation le cas échéant.

6.3. Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais d'assurance, de secrétariat, les frais liés au pilotage et suivi d'exécution des prestations, les prestations et livrables listés au CCTP pour chaque unité d'œuvre, les frais de déplacement éventuels qui devront rester exceptionnels, mais aussi les marges pour risques, les marges bénéficiaires, les frais liés aux concessions ou cessions de droit de propriété intellectuelle, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à la bonne et complète exécution des prestations,.

6.4. Répartition du montant du marché en cas de groupement d'opérateurs économiques

Le groupement doit renseigner à l'acte d'engagement, la répartition des prestations et des montants de ces prestations par cotraitant.

6.5. Variation des prix

Les prix du marché sont révisables conformément aux modalités prévues à l'article 12.1.2 du présent.

6.6. Recours au catalogue

Sans objet.

6.7. T.V.A

Sont applicables les taux de T.V.A en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

7.1. Modalités de règlement

- a) Le règlement des prestations pour les unités d'œuvre ci-dessous est effectué à terme échu après admission des livrables et établissement de l'attestation du service fait par le service prescripteur.

Poste	UO	Intitulé
1	1	Lancement du projet
2	2	Mise en forme de la plateforme de gestion technique
	3	Mise en place des environnements de production et de préproduction
	4	Reprise de l'existant
3	7.N1, 7.N2, 7.N3	Installer un serveur physique
	9	Installer une machine virtuelle « VM » additionnelle
	11.1 à 11.3	Installer un logiciel tiers
	12.2 à 12.3	Montée de version d'un logiciel tiers
	13.1 à 13.2	Etude d'architecture
4	14	Réversibilité

- b) Le règlement des prestations pour les unités d'œuvre ci-dessous est effectué trimestriellement à terme échu, après admission des livrables le cas échéant et établissement de l'attestation du service fait par le service prescripteur.

Poste	UO	Intitulé
3	5	Suivi opérationnel (infogérance) des environnements <i>Incluant la maintenance en condition opérationnelle « MCO » et la supervision</i>
	6	Mise à jour des environnements de production et de préproduction <i>Maintenance en condition de sécurité « MCS »</i>
	UO8.N1 ⁽¹⁾	Suivi opérationnel (infogérance) d'un serveur physique de niveau 1 et des VM associées
	UO8.N2 ⁽¹⁾	Suivi opérationnel (infogérance) d'un serveur physique de <u>niveau 2</u> et des VM associées
	UO8.N3 ⁽¹⁾	Suivi opérationnel (infogérance) d'un serveur physique de <u>niveau 3</u> et des VM associées
	UO10 ⁽²⁾	Mis à jour d'une machine virtuelle « VM » additionnelle

(1) Ces prestations ne seront commandées que dans le cas où la CNIL commande préalablement l'installation de serveurs physique supplémentaires prévus aux UO 7N.1 à 7N.3 - poste 3

(2) Ces prestations ne seront commandées que dans le cas où la CNIL commande préalablement l'installation d'une nouvelle machine virtuelle supplémentaires prévue à l'UO9 - poste 3

7.2. Présentation des demandes de paiement

7.2.1. Contenu des demandes de paiement

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro de bon de commande ;
- La nature de la prestation : la désignation de(s) ou de l'UO, des prestations et livrables réalisés, les quantités commandées ;
- la date d'exécution des prestations ou du/des livrable(s) le cas échéant ;
- Les montants HT et TTC de la prestation ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le numéro de SIRET ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités du présent CCAP seront déduites du montant hors taxes de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

NB : Pour les prestations donnant lieu à un règlement trimestriel, à la fin de chaque trimestre, le titulaire joindra à sa demande de paiement un état récapitulatif des prestations réalisées du montant total des sommes auxquelles il peut prétendre pour les prestations effectuées sur le trimestre écoulé.

7.2.2. Adresse de facturation

Le titulaire transmet ses factures via le portail

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures papiers sont envoyées auprès du comptable assignataire à l'adresse suivante :

SCBCM PREMIER MINISTRE
SERVICE FACTURIER
Secteur Commission Nationale Informatique et Libertés
20 Avenue de Ségur
75007 Paris

7.3. Délai global de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une facture en un original. La CNIL se libérera des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la CNIL dispose d'un délai global de paiement de 30 jours au plus, à compter de la date de réception de la facture, pour procéder au paiement des sommes dues au titre du présent marché.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = \text{Montant payé TTC} \times (\text{nombre de jour de retard ou dépassement} / 365) \times \text{taux des IM}$$

Où :

IM = le montant des intérêts moratoires ;

Taux des IM = le taux marginal de la Banque centrale européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

L'ordonnateur des dépenses est la Présidente de la CNIL.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, est désigné dans l'acte d'engagement.

Vérification des demandes de paiement

La CNIL vérifie le montant indiqué sur la facture. Dans l'hypothèse où la CNIL reçoit une facture dont le montant renseigné n'est pas conforme à la réalité des prestations admises, le titulaire est invité par le service financier de la CNIL à rectifier sa facture et à la transmettre de nouveau dans le respect des dispositions de l'article 7.2. Cette demande de rectification emporte, dès sa notification, suspension du délai de paiement prévu à l'article 7.3. Ce délai ne recommence à courir qu'après réception de la facture ainsi corrigée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit (8) points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

7.4. Modalités de paiement en cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions prévues aux articles 12.1.1 à 12.1.4 du CCAG TIC s'appliquent.

7.5. Coordonnées bancaires du Titulaire

Les coordonnées bancaires renseignées dans l'acte d'engagement et/ou joint à ce dernier doivent impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT). Les avis de virement sont adressés à l'établissement réalisant les prestations mentionnées sur le RIB. La CNIL se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants aux crédits des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance.

Coordonnées bancaires de tous les membres du groupement conjoint

Le RIB de tous les membres du groupement conjoint doit être annexé à l'acte d'engagement. Les coordonnées bancaires doivent impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement à la CNIL et fournir le RIB correspondant.

ARTICLE 8 – AVANCES ET ACOMPTES APPLICABLES

8.1. Conditions de versement de l'avance

Sauf renonciation portée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché conformément aux dispositions de l'option A du CCAG TIC et ce, pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Lorsqu'une partie du montant du bon de commande est sous-traitée, le montant du bon de commande est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct le cas échéant.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la partie du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Elle n'est ni révisable ni actualisable.

8.2. Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

8.3. Versement de l'avance au sous-traitant

A sa demande, une avance est accordée au sous-traitant dans les mêmes conditions que ci-dessus sauf renonciation expresse par ce dernier dans la déclaration de sous-traitance. Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

8.4. Acompte

La demande d'acompte et son versement s'effectuent conformément aux dispositions des articles L 2191-4, R 2191-20 à R 2191-23 du Code de la commande publique.
La périodicité des acomptes est fixée à trois mois et peut être ramenée à un mois dans les conditions fixées à l'article R 2191-22 du Code de la commande publique

ARTICLE 9 – VÉRIFICATIONS ET GARANTIE DES PRESTATIONS

9.1. Vérifications et décisions

9.1.1. Opérations de vérification

- a) Conformément aux dispositions des articles 31 et 32.1 du CCAG, les prestations réalisées pour les UO ci-dessous feront l'objet d'une vérification quantitative et qualitative simples, sans « VA » ou « VSR » et ce, par dérogations aux dispositions des articles 32.2 à 32.4 et 33.2.1 à 33.2.2

POSTES	Numéro de l'UO
Poste 1	UO1
Poste 2	UO2
Poste 3	UO5, UO6, UO8, UO10, UO13.1, UO13.2
Poste 4	UO14

Le responsable de l'équipe EPROJ disposer d'un délai de 7 jours ouvrés pour procéder aux vérifications et notifier sa décision au titulaire.

- b) Les prestations réalisées pour les autres UO que celles du point a), seront vérifiées conformément aux dispositions des articles 29 à 32 et 33.2.1 à 33.2.2 du CCAG avec la dérogation suivante :
- par dérogation aux dispositions de l'article 33.2.2 : le responsable EPROJ disposera d'un délai de 5 jours ouvrés pour notifier au titulaire sa décision de service régulier.

POSTES	Numéro de l'UO
Poste 2	UO3, UO4
Poste 3	UO7, UO9, UO11.1, UO11.2, UO11.3, UO12.2, UO12.3

9.1.2. Décision

a) Pour les prestations des unités d'œuvres du tableau ci-dessous :

POSTES	Numéro de l'UO
Poste 1	UO1
Poste 2	UO2
Poste 3	UO5, UO6, UO8, UO10, UO13.1, UO13.2
Poste 4	UO14

La décision après vérification se fera sur simple constat par le responsable de l'équipe EPROJ. Il peut décider de prononcer :

- L'admission des prestations conformément aux dispositions du CCAG. Il est précisé qu'aucune admission ne pourra se faire tacitement.
- L'ajournement des prestations dans les conditions définies au CCAG avec les dérogations suivantes :
 - par dérogation aux dispositions de l'article 34.2.1, le titulaire dispose d'un délai 5 jours ouvrés à compter de la décision d'ajournement pour faire connaître son acceptation ;
 - par dérogation aux dispositions de l'article 33.2.2 le titulaire disposera d'un délai supplémentaire de maximale de 7 jours ouvrés pour présenter les prestations mises au point.
- L'admission des prestations avec réfaction dans les conditions de l'article 34.4 du CCAG
- Le rejet des prestations dans les conditions définies au CCAG.

b) Pour les prestations des autres unités d'œuvres ci-dessous :

POSTES	Numéro de l'UO
Poste 2	UO3, UO4
Poste 3	UO7, UO9, UO11.1, UO11.2, UO11.3, UO12.2, UO12.3

A l'issue des opérations de vérifications le responsable EPROJ prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

- L'admission des prestations conformément aux dispositions du CCAG. Il est précisé qu'aucune admission ne pourra se faire tacitement.
- L'ajournement des prestations dans les conditions définies au CCAG avec les dérogations suivantes :
 - par dérogation aux dispositions de l'article 34.2.1, le titulaire dispose d'un délai 5 jours ouvrés à compter de la décision d'ajournement pour faire connaître son acceptation ;
 - par dérogation aux dispositions de l'article 33.2.2 le titulaire disposera d'un délai supplémentaire de maximale de 10 jours ouvrés pour présenter les prestations mises au point.
- L'admission des prestations avec réfaction dans les conditions de l'article 34.4 du CCAG
- Le rejet des prestations dans les conditions définies au CCAG.

9.2. Garantie des prestations

9.2.1. Délai de garantie

Sans objet.

9.2.2. Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS ET SANCTIONS POUR DÉFAUT D'EXÉCUTION

Les pénalités sont cumulables et non compensables. Les pénalités ne sont pas libératoires et sont dues nonobstant les dommages et intérêts résultant des manquements constatés. Elles ne s'appliquent qu'après une mise en demeure préalable du titulaire.

10.1. Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 le montant des pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution du marché sont les indiquées ci-dessous.

Manquement	Montant de la pénalité
Si, après demande de la CNIL le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé indiqués à l'article 13.8.2 du présent.	50 € par jour ouvré de retard
Défaut de transmission des documents exigés à l'article 13.7 (BEGES) du présent.	50 € par jour de retard

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG ne sont pas applicables.

10.2. Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.2.3 du CCAG, en cas de dépassement du nombre maximum d'indisponibilité mensuelle toléré indiqué à l'article 8.4 du CCTP, les pénalités ci-après sont appliquées :

➤ Pour la plateforme de production

Au-delà de la durée maximale d'indisponibilité d'une heure, le titulaire du marché encourt une pénalité de 20% du montant de l'unité d'œuvre « UO5 Suivi opérationnel (infogérance) des environnements » par heure d'indisponibilité.

Par ailleurs, la CNIL se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute après 3 manquements constatés sur une même période mensuelle restés sans effet. Cette résiliation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3. Pénalités pour défaut d'exécution

En cas de défaut d'exécution, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Manquement	Montant de la pénalité
Absence de l'interlocuteur désigné par le titulaire à l'annexe 2 à l'acte d'engagement à la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale organisée par le référent de l'Education nationale, visée à l'article 13.8.2 du présent.	150 €
En cas de non réalisation du fait du titulaire du volume d'heures de formation prévu à l'article 13.8 du présent.	Une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 20.

10.4. Pénalités pour non-respect du code du travail

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, la CNIL informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la CNIL la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de deux mois fixé par l'article L. 8222-6 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard. Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, la CNIL peut résilier le marché de plein droit aux torts exclusifs du titulaire.

10.5. Exécution aux frais et risques du Titulaire

La CNIL peut recourir à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire conformément aux dispositions prévues à l'article 54 du CCAG -TIC.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS

11.1. Règles de sous-traitance

Le tubaire peut tout au long de l'exécution du marché, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution des prestations de son marché à condition de l'avoir déclaré à la CNIL et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance **totale** du marché est interdite.

11.2. Présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants est tenu de faire accepter, quel que soit leur rang, chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement par la CNIL, sur présentation de la déclaration de sous-traitance que le titulaire doit remettre au représentant du pouvoir adjudicateur. Le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance est téléchargeable ici :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acte spécial de déclaration de sous-traitance précise la nature et la part des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximal des sommes à payer directement, les modalités de leur règlement et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ainsi que les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Cette déclaration est signée par le titulaire et le sous-traitant et signée ensuite par le représentant du pouvoir adjudicateur pour acceptation dans un délai de vingt et un (21) jours.

Ce document, qui sera dûment complété et signé, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces qui y sont listées, notamment les attestations fiscales et sociales, les documents énumérés aux articles R.1263-12 et D.8222-5 du code du travail ainsi que les attestations d'assurance en responsabilité civile.

Le dossier d'agrément dûment constitué et complet devra être réceptionné par la CNIL au moins 2 semaines avant tout début d'intervention du sous-traitant pressenti.

Un sous-traitant, ne peut débiter les prestations que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et d'autre part, de cet agrément.

11.3. Modalités de paiement en cas de sous-traitance

En application de l'article R.2193-10 du CCP, le sous-traitant direct du titulaire qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par la CNIL lorsque le montant de la sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la CNIL accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionnés plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-avant.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS DU CONTRAT

12.1. Clauses de réexamen du marché

12.1.2. Révision des prix

Les prix du marché sont révisables à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché en cas de reconduction.

La révision des prix est effectuée en utilisant l'indice Syntec révisé et la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o [0,125 + 0,875 \frac{(\text{Indice}_n)}{\text{Indice}_o}]$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix révisé ;
- P_o est le prix des prestations correspondant à la période initiale d'exécution ;
- Indice_n est le dernier indice connu 03 mois avant la date anniversaire de la notification du marché ;
- Indice_o est le dernier indice connu à la date limite de réception des offres établie dans l'avis d'appel public à concurrence et le règlement de la consultation, ou le cas échéant à la date de remise de l'offre après négociation.

Il appartient au titulaire d'adresser sa demande de révision des prix à la CNIL par courrier recommandé dans un délai de deux (02) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire remettra :

- le bordereau des prix révisés ;
- le coefficient de révision appliqué présenté avec les 2 chiffres derrière la virgule;
- le détail du calcul du coefficient de révision applicable aux prix figurants au bordereau des prix..

La CNIL dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour accepter ou refuser la demande présentée par le titulaire.

L'application des prix révisés acceptée par la CNIL se fait à compter du mois suivant la date de demande de révision. Elle s'effectue, à la baisse comme à la hausse.

En l'absence des nouveaux prix ou dans l'hypothèse où ces derniers seraient communiqués en dehors du préavis indiqué ci-dessus, le titulaire est informé que les prix qui seront appliqués sont les prix précédemment en vigueur.

Aucun nouveau prix ne sera appliqué sans acceptation et validation préalable de la CNIL.

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement publié ;
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice représentatif des prestations couvertes par le marché

➤ Clause butoir

La révision du (des) prix du marché ne peut occasionner une augmentation supérieure à 10 %. Dans l'hypothèse où l'augmentation serait supérieure au taux susmentionné, le titulaire est informé que la CNIL l'invitera à proposer une révision des prix conforme au taux plafond ci-dessus.

12.1.2. Clause de réexamen dite « de rendez-vous »

Conformément à l'article R.2194-1 du CCP, il est prévu au contrat les clauses de réexamen ci-dessous :

En complément de l'article 27 du CCAG-TIC, la CNIL pourra réexaminer les clauses contractuelles du marché dans l'un des cas suivants :

- 1) en cas d'évolution réglementaire ou normative en matière de sécurité informatique ou de protection des données à caractère personnel nécessitant une modification des équipements (serveurs) ou de l'architecture d'hébergement ;
- 2) en cas de substitution d'un membre du groupement titulaire du marché par un autre opérateur économique disposant des capacités techniques, professionnelles et financières exigées lors de la procédure de consultation ;
- 3) en cas d'évolution importante du coût des matières premières entraînant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché ;
- 4) pour l'achat d'un nom nouveau nom de domaine « TLD » de premier niveau pour un besoin de protection contre le vol et les tentatives d'usurpation (paramétrage des DNS permettant la redirection du nom de domaines vers un des sites institutionnels existants ou une page existante à l'aide du serveur de redirection) ;
- 5) pour le renouvellement d'un nom de domaine existant (précédemment acheté) ou transféré (gestion à des fins de maintien en condition opérationnelle compris).

A la survenance de l'une des hypothèses indiquées aux points 1), 2), 3) et après accord mutuel des parties la ou les modification(s) sera(ont) actée(s) entre la CNIL et le titulaire dans le cadre d'un avenant.

Les hypothèses prévues aux 4) et 5) dont le prix est fixé au regard de l'évolution de l'offre et de la demande en fonction notamment du type de l'extension souhaitée, de la popularité/rareté du nom de domaine, feront l'objet d'une commande via l'émission d'un bon de commande passé sur la base du devis fourni par le titulaire et accepté par la CNIL.

Cette ou ces modification(s) s'intégrera(ont) au marché et prendra(ont) effet à compter de la/ leur date de notification au titulaire.

12.2. Substitution d'un nouveau Titulaire

En cas de cession à une autre entreprise, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (fusion-absorption, fusion-scission, rachat d'une branche d'activité etc...), ce dernier doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la CNIL.

Prenant acte de cette cession de marché, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la vérification que le nouveau titulaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra remplir les conditions qui avaient été fixées par la CNIL pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

A la suite de cette vérification, le changement de titulaire fera l'objet d'une modification du contrat par avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire, en application de l'article R.2194-6 du CCP.

Si le nouveau titulaire est dans une situation d'exclusion ou ne possède pas les capacités suffisantes pour exécuter le contrat, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

Si le nouveau titulaire est dans une situation d'exclusion ou ne possède pas les capacités suffisantes pour exécuter le contrat, la CNIL procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

ARTICLE 13 – CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

13.1. Etablissement des devis préalables à l'émission des bons de commande

Pour toutes les UO du **poste 3** ci-dessous, le responsable de l'équipe « EPROJ » notifie par mail au titulaire une demande de devis, accompagnée d'un descriptif technique du besoin.

Code UO	Intitulé de l'UO
U07.N1	Installer un serveur physique de niveau 1 et son logiciel hyperviseur de type 1 associé
U07.N2	Installer un serveur physique de niveau 2 et son logiciel hyperviseur de type 1 associé
U07.N3	Installer un serveur physique de niveau 3 et son logiciel hyperviseur de type 1 associé
U08.N1	Suivi opérationnel (infogérance) d'un serveur physique de niveau 1 et des VM associées
U08.N2	Suivi opérationnel (infogérance) d'un serveur physique de niveau 2 et des VM associées
U08.N3	Suivi opérationnel (infogérance) d'un serveur physique de niveau 3 et des VM associées
U09	Installer une machine virtuelle "VM" additionnelle
U010	Suivi opérationnel (infogérance) d'une machine virtuelle "VM" additionnelle
U011.1	Installer un logiciel tiers niveau complexité simple
U011.2	Installer un logiciel tiers niveau complexité intermédiaire
U011.3	Installer un logiciel tiers niveau complexité élevé
U012.2	Montée de version majeure d'un logiciel tiers niveau complexité intermédiaire
U012.3	Montée de version majeure d'un logiciel tiers niveau complexité élevé
U013.1	Etude d'architecture niveau de complexité intermédiaire
U013.2	Etude d'architecture niveau de complexité élevé

Sur la base d'une expression de besoin qui peut porter sur une ou plusieurs UO), le titulaire établit et transmet par mail au responsable de l'équipe « EPROJ » de la CNIL un devis détaillé au plus tard dans les 10 jours ouvrés qui suivent la réception de la demande.

Si nécessaire, le devis pourra être accompagné d'un document technique ainsi que d'un planning de mise en œuvre.

Après acception et validation du devis et éventuellement du planning par le responsable de l'équipe « EPROJ » de la CNIL, un bon de commande sera notifié au titulaire.

13.2. Transmission des bons de commande

Les prestations objet du présent accord-cadre seront exécutées au moyen de bons de commande qui seront émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiés au titulaire.

Les bons de commande préciseront les quantités attendues et le cas échéant les délais d'exécution. Le délai d'exécution des prestations objet du dernier bon de commande émis sur la base du présent accord-cadre ne pourra pas être supérieur à 6 mois, à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Les bons de commande doivent comporter notamment les renseignements suivants :

- le numéro du marché;
- la désignation de l'UO, les quantités commandées ;
- les conditions particulières d'exécution ;
- l'adresse de livraison et l'adresse de facturation ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- numéro de facture ;
- le numéro d'engagement ;
- le montant HT et TTC des prestations commandées ;

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu au préalable un bon de commande afférent, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

13.3. Délai d'observation sur les bons de commande

Le titulaire doit notifier ses observations le délai indiqué à l'article 3.7.2 du CCAG TIC et se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

13.4. Annulation d'une commande

A titre très exceptionnel, hors cas de force majeure ou de défaillance du titulaire, la CNIL est susceptible d'annuler une prestation après émission d'un bon de commande parfaitement réceptionné par le titulaire. Dans cette hypothèse, le titulaire se verra indemniser à hauteur des frais engagés et de la perte d'une marge bénéficiaire, sur présentation obligatoire de l'ensemble des justificatifs. Le titulaire est informé que la CNIL ne procèdera pas au remboursement du montant total de la commande.

13.5. Considérations en faveur de l'environnement

Pour réduire l'impact environnemental susceptible d'être émis par l'exécution des prestations objet du marché, il a été prévu :

- la mise en place d'un centre d'hébergement écoresponsable conformément aux dispositions de l'article 8.3 du CCTP ;
- la remise des livrables sous format dématérialisé.

13.6. Localisation du centre de données (data center) et des serveurs physiques

Conformément aux dispositions de l'article L. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution du marché à ce que :

- le centre de données (data center), ainsi que l'ensemble des serveurs et solutions de sauvegardes utilisés pour les stockages et l'hébergement des données, soient localisés sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne,
- cette localisation soit maintenue sur la durée totale d'exécution du marché. Et à informer sans délai la CNIL de tout changement affectant ladite localisation.

Cette exigence vise à garantir :

- la protection des données personnelles conformément au règlement (UE) 2016/679 (RGPD), en évitant tout risque d'extraction ou de réquisition par des autorités étrangères ;
- la sécurité et la confidentialité des données hébergées traitées dans le cadre de l'exécution des missions de service public de la CNIL.

Le non-respect de cette clause constitue un manquement contractuel entraînant la résiliation de plein droit du marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAG-TIC, sans préjudice d'éventuelles poursuites indemnitaires ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

13.7. Conditions d'exécution relative à la communication du BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis (*), de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Ce plan de réduction arrêté est mis en œuvre par le titulaire ne modifie en aucune façon la nature ou l'économie générale du marché.

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 50 € est appliquée par jour de retard.

() Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes*

13.8. Clause sociale-Action de formation sous statut scolaire au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L. 124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures (1 mois), à réaliser pendant toute la durée du marché (reconduction comprise). Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

2. Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la CNIL par le titulaire.

Le titulaire transmet également à la CNIL la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer la CNIL et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, la CNIL et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis à la CNIL, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de la CNIL ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à la CNIL :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer la CNIL au terme de la période globale du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par la CNIL, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 – UTILISATION DES RÉSULTATS - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 43 à 46 du CCAG TIC s'appliquent entièrement.

En sus des dispositions du CCAG, il est précisé que l'acheteur pourra réutiliser les livrables réalisés par le titulaire du marché lors du renouvellement du marché notamment dans le cadre des prestations de réversibilité, voire de transférabilité du marché.

Le coût de la cession des droits est réputé compris dans le prix du marché.

ARTICLE 15 – DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le titulaire veille au respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi qu'à la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée. En particulier, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité des données traitées.

Conformément à l'article 28 du Règlement précité, les traitements de données à caractère personnel opérés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une contractualisation distincte entre la CNIL, responsable de traitement, et le titulaire du marché, sous-traitant, avant la mise en place des prestations.

Les informations et les documents de quelque nature que ce soit, fournis par la CNIL au titulaire pour l'exécution du marché restent la propriété de la CNIL et sont soumis à une obligation stricte de confidentialité.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG TIC.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DIVERSES

16.1. Interlocuteur dédié

Le titulaire du marché désigne dans son offre un interlocuteur dédié en charge du suivi de l'exécution des prestations objet du marché.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'assurer cette tâche, le titulaire doit :

- en informer la CNIL sans délai et prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à la CNIL un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en communiquant les titres dans un délai de 05 jours à compter de la notification de l'information mentionnée au précédent alinéa.

Le remplaçant proposé par le titulaire est réputé accepté par la CNIL, si ce dernier ne le récuse pas dans un délai de 05 jours, par une décision motivée transmise au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception. En cas de récusation par la CNIL, le titulaire dispose d'un délai de 07 jours pour proposer un nouvel interlocuteur.

En l'absence d'interlocuteur dédié notamment à la suite d'une ou plusieurs récusations, la CNIL se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du Titulaire.

16.2. Obligations d'informations : modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la CNIL les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de la CNIL dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

16.3. Obligations d'informations : redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Le jugement prononçant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être communiqué immédiatement à la CNIL par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

16.4. Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la CNIL et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

16.5. Confidentialité

16.5.1. Confidentialité des échanges durant l'exécution du marché

Tant pendant la durée du marché qu'après l'expiration de ce dernier, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature communiqués au titulaire par le pouvoir adjudicateur, ou toute autre entité ou personne physique, ou dont le titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, sont strictement confidentiels et couverts par le secret des affaires (article 226-13 du code pénal), quelles qu'en soient la forme et la nature, à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Tout manquement à ces obligations de confidentialité est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

16.5.2. Confidentialité des données

Les différents supports, fichiers informatiques fournis par la CNIL au titre du présent marché, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de la CNIL.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret affaires (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- et en fin de marché à :
 - procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
 - ou à :
 - restituer intégralement les supports d'informations, fichiers selon les modalités prévues au présent marché.

A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

La CNIL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La CNIL pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret des affaires ou de non-respect des dispositions précitées.

16.6. Assurance

A compter de la notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1240 à 1244 du code civil.

Le Titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNIL et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

16.7. Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution des prestations. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également lesdites conventions :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948);
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

La CNIL est en droit pour l'application de la présente disposition, de demander au Titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions. Le non- respect de cet engagement soumet le Titulaire à l'application des dispositions de l'article 50 du CCAG TIC.

16.8. Situation fiscale et sociale du Titulaire

Le Titulaire s'engage à fournir :

Tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations ci-dessous :

- les pièces mentionnées à l'article D.8222-8 et R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- les pièces mentionnées aux articles D.8254-2 et D.8254-5 du code du travail.

Tous les ans à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations ci-dessous :

- le certificat attestant de la régularité fiscale de l'opérateur au 31 décembre de l'année précédant la demande d'attestation et délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;
- le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions ;
- L'attestation générale attestant notamment de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail délivrée par l'URSSAF.
- Une attestation RC Pro.

ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MARQUE

Sauf autorisation écrite de la CNIL, le titulaire n'est pas autorisé à faire état, auprès de tiers, du marché le liant à la CNIL, ni à reproduire les marques de la CNIL protégées auprès de l'INPI. Cette obligation s'applique également aux sous-traitants éventuels quel qu'en soit leur rang.

ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable d'un manquement quelconque à l'une de ses obligations si elle prouve que ce manquement résulte d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit rendant impossible l'exécution de ses obligations au sens de l'article 1218 du code civil et de la définition retenue par la jurisprudence française des Cours d'appel et de la Cour de cassation.

La partie invoquant la force majeure est tenue d'informer immédiatement l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception de la survenance et de la cessation de l'événement ou de la circonstance répondant à la qualification de force majeure. Si la notification n'arrive pas à destination dans un délai raisonnable à partir du moment où il a eu, ou aurait dû avoir, connaissance de l'empêchement, la partie débitrice est tenue à des dommages et intérêts pour le préjudice résultant du défaut de réception.

Dans un premier temps, toute inexécution résultant d'un cas de force majeure suspendra les obligations du marché. Le débiteur n'est pas libéré, cette exécution étant simplement suspendue jusqu'au moment où l'impossibilité vient à cesser.

Il est entendu que, à l'occasion de tels événements, le titulaire doit proposer au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais, toutes les mesures envisageables pour organiser et assurer la poursuite et la continuité des prestations, même partielles ou dégradées afin de rétablir une situation normale. Ces mesures devront recevoir l'approbation expresse du pouvoir adjudicateur.

Si le cas de force majeure persiste plus de quinze jours, les parties devront se rapprocher afin de négocier et fixer de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure. Si le cas de force majeure persiste et si la négociation a échoué, le présent marché sera résilié de plein droit.

Dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, les obligations du contrat initial reprendront pleinement pour la durée restant à courir.

ARTICLE 19 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

19.1. Cas de résiliation définis par le CCAG TIC

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites au chapitre 8 « Résiliation » du CCAG TIC, mais également dans les cas indiqués aux CCAP et CCTP.

Par dérogation aux dispositions de l'article de l'article 51 du CCAG, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général sera prononcée sans indemnisation du titulaire.

Conformément à l'article 54 du CCAG TIC, la CNIL se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire après résiliation du marché aux torts dudit Titulaire.

19.2. Résiliation en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le titulaire est informé qu'il encourt la résiliation du marché dans les conditions suivantes :

Lorsque la CNIL est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatives au travail dissimulé (respectivement par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze (10) jours ouvrés pour répondre et devra apporter à la CNIL, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.

A défaut de correction des irrégularités signalées, la CNIL en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 20 – DIFFÉRENDS ET LITIGES DURANT L'EXÉCUTION

20.1. Règlement des litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de différend ou de litige qui naîtrait lors de l'exécution du présent contrat, la saisine du Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics est obligatoire. Cette saisine devra être effectuée soit par le titulaire du marché, soit par le pouvoir adjudicateur.

Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

- Direction des affaires juridiques
- Sous-direction de la commande publique
- Bureau du conseil aux acheteurs

Bâtiment Condorcet,
6, rue Louise Weiss, Télédoc 353,
75703 PARIS Cedex 13
Tél : 01 44 97 08 23
Fax : 01.44.97.06.46.
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le Tribunal administratif de Paris est seul compétent.

Tribunal administratif de Paris.
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46 /Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 21 – DROIT ET LANGUE DU MARCHÉ

Tous les livrables et documentations remis dans le cadre de l'exécution du marché sont en langue française.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en langue françaises.

ARTICLE 22 – DÉROGATIONS AU CCAG TIC

Les dispositions ci-dessus du présent dérogent au CCAG TIC :

Articles du CCAP	Articles du CCAG TIC
1	3.2.2
5	4.1, 4.2.1 et 4.2.2
6.3	10.1.3
9.1.1 a)	32.2 à 32.4, 33.2.1 à 33.2.2
9.1.1 b)	32.2
9.1.2 a)	34.2.1 et 33.2.2
9.1.2 b)	34.2.1 et 33.2.2
10.1	14.1.1, 14.1.3
10.2	14.2.3
19.1	51